

Unité départementale d'Ille-et-Vilaine
L'Armorique
10, rue Maurice Fabre
CS 96515
35065 Rennes

Rennes, le 28 février 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/02/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ADF

9 RUE ALFRED SAUVY
ZI de l'Aumaillerie
35133 La Selle-en-Luitré

Références : UD/2024-107
Code AIOT : 0005501551

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/02/2024 dans l'établissement ADF implanté 9 RUE ALFRED SAUVY 35133 LA SELLE-EN-LUITRE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ADF
- 9 RUE ALFRED SAUVY 35133 LA SELLE-EN-LUITRE
- Code AIOT : 0005501551
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'activité consiste en la dépollution de véhicules hors d'usage et à la vente de pièces automobiles d'occasion.

Le site de 12 000 m² présente 2 bâtiments : un bâtiment accueillant le stockage de pièces automobiles d'occasion, l'accueil, les bureaux et les locaux sociaux et un bâtiment réservé à la dépollution des véhicules. Se trouvent aussi des aires de stockage de véhicules dépollués ou non.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Situation administrative
- Localisation des risques
- Caractéristique des sols
- Clôture de l'installation
- Vérification périodique et maintenance des équipements
- Mesure des volumes rejetés et points de rejet
- Valeurs limites de rejet
- Surveillance par l'exploitant de la pollution rejetée
- Émissions de polluants

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;

- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
5	Dispositions de sécurité	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 15
6	Dispositions de sécurité	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 15
7	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 24
9	Valeurs limites d'émission	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 31

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Nomenclature	Décret du 13/04/2010
2	Nomenclature	Décret du 13/04/2010
3	Prévention des accidents et des pollutions	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 8
4	Prévention des accidents et des pollutions	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 10
8	Rejets	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 29
10	Valeurs limites d'émission	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 33
11	Emissions dans l'air	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 36

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est majoritairement propre. Il n'a pas été constaté d'égouttures sur les différentes dalles.

La clôture du site mérite d'être améliorée : une petite partie du site n'étant pas close et la hauteur de la clôture étant majoritairement insuffisante.

L'exploitant devra porter un œil critique aux analyses de rejet tant dans leur exhaustivité que dans leurs résultats. Il veillera à apporter les commentaires nécessaires à la bonne compréhension de ces derniers.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Nomenclature

Référence réglementaire : Décret du 13/04/2010
Thème(s) : Situation administrative, rubrique
Prescription contrôlée : Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage Dans le cas de véhicules terrestres hors d'usage, la surface de l'installation étant supérieure ou égale à 100 m ²
Constats : L'installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage occupe bien la superficie de 5520 m ² tel que prévu dans l'arrêté préfectoral du 15/03/2013
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Nomenclature

Référence réglementaire : Décret du 13/04/2010
Thème(s) : Situation administrative, rubrique
Prescription contrôlée : Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux La surface étant supérieure ou égale à 100 m ² et inférieure à 1 000 m ²
Constats : La partie du bâtiment où sont stockées les pièces détachées en vue de leur revente occupe bien une surface de 500 m ² .
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Prévention des accidents et des pollutions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 8
Thème(s) : Risques accidentels, Localisation des risques.
Prescription contrôlée : L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières, substances ou produits mis en œuvre, stockés, utilisés ou produits, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque (incendie, atmosphères explosibles ou émanations toxiques...) et la signale sur un panneau à l'entrée de la zone concernée. L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques.
Constats : L'exploitant a présenté un plan sur lequel étaient recensées les différentes natures de risque. Il a précisé que, dorénavant, les moteurs n'étaient plus stockés dans des bennes mais dans des caisses afin de faciliter leur manutention. Les batteries sont stockées dans le bâtiment "magasin"; l'exploitant veille à ce qu'elles soient bien séparées des pneumatiques.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Prévention des accidents et des pollutions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 10
Thème(s) : Risques accidentels, Caractéristique des sols
Prescription contrôlée : Le sol des emplacements utilisés pour le dépôt des véhicules terrestres hors d'usage non dépollués, le sol des aires de démontage et les aires d'entreposage des pièces et fluides issus de la dépollution des véhicules sont imperméables et munis de rétention.
Constats : L'ensemble des sols et aires est exempt de fissures assurant ainsi une imperméabilisation. Les cuves de stockage des effluents récupérés lors de la dépollution présentent une caractéristique de double peau.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Dispositions de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 15
Thème(s) : Risques accidentels, Clôture de l'installation
Prescription contrôlée : L'installation est ceinte d'une clôture d'au moins 2,5 mètres de haut permettant d'interdire toute entrée non autorisée. Un accès principal est aménagé pour les conditions normales de fonctionnement du site, tout autre accès devant être réservé à un usage secondaire ou exceptionnel. Les issues sont fermées en dehors des heures d'ouverture.
Constats : L'extrémité Nord-Ouest du site ne présente pas de clôture. Majoritairement, la clôture présente une hauteur de 2 m. > L'exploitant devra réaliser les travaux nécessaires en finissant de clore le site. L'ensemble de la clôture devra présenter, a minima, la hauteur réglementaire. La partie amovible de la clôture devra être remise en place après chaque prélèvement des rejets.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 6 : Dispositions de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 15
Thème(s) : Risques accidentels, Clôture de l'installation
Prescription contrôlée : Tout dépôt de déchets ou matières combustibles dans les installations de plus de 5 000 m ² est distant d'au moins 4 mètres de la clôture de l'installation.
Constats : Un tas de pneumatiques se trouve en limite de propriété, au Nord-Ouest du bâtiment de dépollution. > L'exploitant doit déplacer ce stock de manière à ce qu'il respecte la distance minimale réglementaire de 4 mètres. Il fournira des preuves photographiques de ce déplacement.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 7 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 24
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification périodique et maintenance des équipements.
Prescription contrôlée : L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur. Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.
Constats : La vérification périodique des installations électriques a été réalisée le 24 mars 2023. Une vérification périodique des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie a été réalisée en octobre 2023. Elle a permis de constater qu'un extincteur devait être remplacé. L'exploitant a présenté la preuve de ce remplacement. Lors de la visite du bâtiment de dépollution, un extincteur présentait une vérification datant de 2022. > L'exploitant indiquera le devenir de cet extincteur : suppression, remplacement...
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 8 : Rejets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 29
Thème(s) : Risques chroniques, Mesure des volumes rejetés et points de rejet.
Prescription contrôlée : Les points de rejet dans le milieu naturel sont en nombre aussi réduit que possible. Ils sont aménagés pour permettre un prélèvement aisé d'échantillons.
Constats : Le rejet dans le milieu naturel s'effectue grâce à un unique point de rejet. Celui-ci se trouve en dehors du site en connexion directe avec le Couesnon. Le point de rejet est bien symbolisé sur le plan général du site présenté par l'exploitant.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Valeurs limites d'émission

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 31
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites de rejet.
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>a) Dans tous les cas, avant rejet au milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif : pH 5,5 - 8,5 (9,5 en cas de neutralisation alcaline) ; température < 30 °C ;</p> <p>b) Dans le cas de rejet dans un réseau d'assainissement collectif muni d'une station d'épuration : Matières en suspension : 600 mg/l ; DCO : 2 000 mg/l ; DBO5 : 800 mg/l.</p> <p>Les valeurs limites spécifiées aux points a et b ne sont pas applicables lorsque l'autorisation de déversement dans le réseau public prévoit une valeur supérieure.</p> <p>d) Polluants spécifiques : avant rejet dans le milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif urbain : Chrome hexavalent : 0,1 mg/l ; Plomb : 0,5 mg/l ; Hydrocarbures totaux : 5 mg/l ; Métaux totaux : 15 mg/l.</p> <p>Les métaux totaux sont la somme de la concentration en masse par litre des éléments Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al.</p>
<p>Constats :</p> <p>La campagne de surveillance de 2021 réalisée par le laboratoire d'étude et de recherche en environnement et santé ne présente pas de résultats pour le Chrome hexavalent ni pour les métaux totaux soit la somme des éléments Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al.</p> <p>Les campagnes de surveillance de la pollution rejetée de 2022 et 2023 réalisées par le laboratoire départemental d'analyses de la Mayenne.</p> <p>La campagne de surveillance de la pollution rejetée de 2022 ne présente pas de résultats : - pour les métaux totaux ; or il apparaît que la seule valeur de fer (Fe – 45,7 mg/l) est trois fois supérieure à la valeur limite des métaux totaux (15 mg/l) ; - pour les hydrocarbures totaux ; seuls les hydrocarbures C10-C40 ont été pris en compte.</p> <p>La campagne de surveillance de la pollution rejetée de 2023 ne présente pas de résultats : - pour les métaux totaux ; - pour les hydrocarbures totaux ; seuls les hydrocarbures C10-C40 ont été pris en compte.</p> <p>> L'exploitant devra fournir à l'inspection les résultats manquants et/ou indiquer, en la motivant, la raison de leur absence. A défaut d'analyse réalisée en 2023 concernant les métaux totaux et l'ensemble des hydrocarbures, il réalisera, à ses frais, au plus tôt et avant le 31 mai 2024, une analyse complète telle que le prévoit la réglementation.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 10 : Valeurs limites d'émission

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 33
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance par l'exploitant de la pollution rejetée.
Prescription contrôlée : « L'exploitant met en place un programme de surveillance de ses rejets dans l'eau définissant la périodicité et la nature des contrôles. Les mesures sont effectuées sous sa responsabilité et à ses frais. « Dans tous les cas, une mesure des concentrations des valeurs de rejet visées à l'article 30 est effectuée tous les ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement. « Ces mesures sont effectuées sur un échantillon représentatif du fonctionnement de l'installation et constitué soit par un prélèvement continu d'une demi-heure, soit par au moins deux prélèvements instantanés espacés d'une demi-heure. « Si le débit estimé à partir des consommations est supérieur à 10 m ³ /j, l'exploitant effectue également une mesure en continu de ce débit. « Les résultats des mesures sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées. « Ils sont accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées. « Les résultats des mesures prescrites au présent article doivent être conservés pendant une durée d'au moins six ans à la disposition de l'inspection des installations classées. »
Constats : L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées 3 rapports relatifs à des campagnes de surveillance de la pollution rejetée, pour les années 2021, 2022 et 2023 ; la première a été réalisée par le laboratoire d'étude et de recherche en environnement et santé et les deux suivantes par le laboratoire départemental d'analyses de la Mayenne. La campagne de surveillance de la pollution rejetée de 2022 ne présente pas de commentaires sur les causes du dépassement de la valeur de fer (Fe = 45,7 mg/l) ; celle-ci étant trois fois supérieure à la valeur limite des métaux totaux (15 mg/l). Lors de l'échange, l'exploitant a exposé l'absence de respect de la procédure de récupération des fluides par un employé. Ce comportement a généré le pic de fer (Fe) en 2022. > L'exploitant veillera à accompagner de commentaire toute cause de dépassement de seuil.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Émissions dans l'air

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 36
Thème(s) : Risques chroniques, Émissions de polluants
Prescription contrôlée : Tous les fluides susceptibles de se disperser dans l'atmosphère, notamment les fluides contenus dans les circuits de climatisation, sont vidangés de manière à ce qu'aucun polluant ne se disperse dans l'atmosphère. Ils sont entièrement recueillis et stockés dans une cuve étanche, dont le niveau de pression est contrôlable. Le démontage des pièces provoquant des poussières (plaquettes, garnitures, disques de freins...) est effectué sur une aire convenablement aérée, ventilée et abritée des intempéries.
Constats : Le démontage des pièces provoquant des poussières (plaquettes, garnitures, disques de freins...) est effectué au sein du bâtiment de dépollution présentant du matériel adapté à ce type de manipulation. Tous les fluides sont récupérés grâce à une station de dépollution spécifique. Ils sont ensuite stockés dans des cuves à double peau.
Type de suites proposées : Sans suite